



**Arrêté DCPAT- 2025 - n° 1054**

**portant mise en demeure**

**Sociétés ŒUFS DE SOMLOIRE et CHUPIN Véronique sur la commune de SOMLOIRE**

**Installation d'élevage de poules pondeuses**

**Le Secrétaire général**

chargé de l'Administration de l'État  
dans le Département de Maine-et-Loire,

**VU** le Code de l'Environnement dans sa partie législative, livre I, titre 1er du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;

**VU** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**VU** le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonction du préfet de Maine-et-Loire ainsi que l'arrêté du premier ministre du 24 juillet 2025 portant admission à la retraite de M. Philippe CHOPIN, préfet de Maine-et-Loire, administrateur de l'État du grade transitoire et réintégré dans le corps des administrateurs de l'État à compter du 2 novembre 2025 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral DIDD-2019-n° 277 du 4 octobre 2019 autorisant Mesdames et Messieurs les Gérants du GAEC PARTH'OEUF et Mme CHUPIN Véronique à exploiter un élevage de volailles situé à La Cour et La Reinière - 49360 SOMLOIRE ;

**VU** le rapport d'inspection n° 2019 03375-CD en date du 5 septembre 2019 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

**VU** le rapport n° 2023\_08\_29 Rapport Inspection SCEA ŒUFS DE SOMLOIRE en date du 20 septembre 2023 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

**VU** le rapport n° 2025\_09\_30 Rapport Inspection CEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique en date du 6 octobre 2025 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

**VU** les courriels adressés les 14 février et 10 juillet 2024 aux sociétés CEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique leurs demandant de justifier la mise en conformité des anomalies relevées lors de la visite d'inspection du 29 août 2023 ;

**VU** le courrier de rappel réglementaire adressé le 10 octobre 2025 aux sociétés CEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique qui précise qu'un délai de 15 jours leur est laissé pour faire part de leurs observations ;

**CONSIDÉRANT** que le contrôle réalisé le 30 septembre 2025 en présence des exploitants a mis en évidence le non-respect des prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé :

- article 5-III : implantation des clôtures du parcours appartenant à la société CHUPIN Véronique à moins de 10 mètres des berges d'un cours d'eau BCAE ;
- article 18 : présence d'un compteur volumétrique non-fonctionnel, absence de relevés de la consommation de l'eau issue du forage et absence de disconnexion entre le réseau public et le forage ;
- article 21 : absence d'un trottoir en béton d'une largeur minimale d'un mètre à la sortie du bâtiment appartenant à la société CHUPIN Véronique ;
- article 35 : absence d'éliminations régulières des déchets qui ne peuvent pas être valorisés vers des installations réglementées conformément au Code de l'environnement ;
- article 37 : absence d'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement conformément l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé.

**CONSIDÉRANT** que le contrôle réalisé le 30 septembre 2025 en présence des exploitants a mis en évidence le non-respect des prescriptions suivantes du Code de l'environnement susvisé :

- article R.181-47 : absence de déclaration de changement d'exploitant portée à la connaissance du préfet.

**CONSIDÉRANT** que le contrôle réalisé le 30 septembre 2025 en présence des exploitants a mis en évidence le non-respect des prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral DIDD-2019-n° 277 du 4 octobre 2019 susvisé :

- article 3-1° : absence d'aménagements des parcours de volailles avec la plantation d'arbres en agroforesterie et d'agrandissement du parcours de volailles du bâtiment appartenant à la société CEUFS DE SOMLOIRE situé à la Cour ;
- article 3-6° : absence des capacités de stockage minimales pour la collecte et le stockage des eaux de lavage, absence de sécurisation des ouvrages de stockage des eaux de lavage et déversement d'eaux de lavage dans le milieu naturel.
- article 3-10° : absence d'exportation en partie des effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation, sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine et que les délais fixés sont suffisants pour :

- implanter les clôtures du parcours appartenant à la société CHUPIN Véronique à plus de 10 mètres des berges du cours d'eau BCAE ;
- changer le compteur volumétrique non-fonctionnel présent sur le réseau de distribution de l'eau et mettre en place des relevés mensuels de la consommation de l'eau issue du forage, ainsi qu'une disconnexion entre le réseau public et le forage ;
- mettre en place un trottoir en béton d'une largeur minimale d'un mètre à la sortie du bâtiment appartenant à la société CHUPIN Véronique ;

- éliminer régulièrement les déchets qui ne peuvent pas être valorisés vers des installations réglementées conformément au Code de l'environnement ;

- mettre en place des bordereaux d'échanges et un cahier d'enregistrement conformément à l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ;

- porter à la connaissance du préfet la déclaration de changement d'exploitant ;

- aménager les parcours de volailles appartenant aux sociétés ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique avec la plantation d'arbres en agroforesterie et agrandir le parcours de volailles du bâtiment appartenant à la société ŒUFS DE SOMLOIRE situé à la Cour ;

- mettre en place les capacités minimales de stockage prévues dans l'arrêté préfectoral DIDD – 2019 -n° 277 du 4 octobre 2019 pour la collecte et le stockage des eaux de lavage, sécuriser les ouvrages de stockage des eaux de lavage appartenant à la société ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et collecter l'ensemble des eaux de lavage issues des bâtiments d'élevage vers des ouvrages de stockage, pour éviter tout déversement dans le milieu naturel ;

- exporter une partie des effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation, sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au Code de l'environnement, afin de respecter les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de réponse au courrier de rappel réglementaire du 10 octobre 2025 dans le délai de 15 jours ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## **ARRÊTE**

**Article 1er** - Les sociétés ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique - La Cour et La Reinière - 49360 SOMLOIRE, sont mises en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé **dans un délai de 4 mois** :

- article 5-III qui prévoit pour les élevages de volailles en plein air, que les clôtures soient implantées à moins de 10 mètres des berges d'un cours d'eau ;
- article 18 qui prévoit que les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé mensuellement et porté sur un registre, et qu'en cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion ;
- article 21 qui prévoit que lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes ;
- article 35 qui prévoit que les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement ;
- article 37 qui prévoit que lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage.

**Article 2** - Les sociétés ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique - La Cour et La Reinière - 49360 SOMLOIRE, sont mises en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes du Code de l'environnement susvisé **dans un délai d'1 mois** :

- article R.181-47 qui prévoit que le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire.

**Article 3** - Les sociétés ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique - La Cour et La Reinière - 49360 SOMLOIRE, sont mises en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral DIDD-2019-n° 277 du 4 octobre 2019 susvisé **dans un délai de 4 mois** :

- article 3-1° qui prévoit que les aménagements des parcours de volailles sont réalisés avec la plantation d'arbres en agroforesterie et que ces plantations sont complétées dans le cadre du projet de modification des parcs et de la création d'un nouveau bâtiment ;

- article 3-6° qui prévoit qu'un nouvel ouvrage d'une capacité suffisante est créé à proximité du bâtiment existant à la Cour pour disposer d'un volume suffisant pour gérer les eaux de lavage d'un vide sanitaire, qu'un ouvrage d'une capacité minimum de 50 m<sup>3</sup> est créé pour collecter les eaux de lavage du nouveau bâtiment à la Cour, que les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel, et que les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité ;
- Article 3-10° qui prévoit que les fientes de poules qui ne sont pas épandus sont exportées vers une station de compostage agréée.

**Article 4** - En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 alinéa II points 1°, 2°, 3° et 4° du Code de l'Environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

**Article 5** - Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Maine-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SOMLOIRE pour y être consultée.

**Article 6** - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7** - Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Cholet, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Somloire, le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux sociétés CEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique.

Fait à Angers, le **03 DEC. 2025**

Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration de l'État  
dans le département de Maine-et-Loire,

Emmanuel LE ROY